Les gars, à Madagascar, les patriotes, les personnes qui crient la vérité et les honnêtes citoyens qui ne demandent que plus de justice et un peu de mieux-vivre, sont tous en liberté provisoire depuis l'avènement de Hery Vaovao I, premier président *« élu démocratiquement »* de la IVème république malgache. La liste des
« coupables »
s'allonge est n'est pas prête d'être close tant que cette équipe sera en place. Voici une rétrospective de quelques exemples
« phares »
qui marqueront très négativement l'Histoire du passage de Rajaonarimampianina Rakotoarimanana Hery Martial à la tête du pays. Dénominateur commun:
"Atteinte à la sûreté de l'état"
. La phobie du coup d'état quoi.

La maison des Rajaonarimampianina, sise à Tsimbazaza et achetée en perspective de

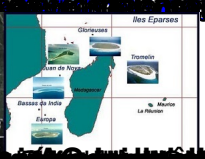
son second mariage avec Voahangy X dont la famille habite le même quartier...

Août 2014. Des techniciens de la Jirama ont été convoqués à la brigade de recherche criminelle de la gendarmerie du Colonel Florens Rakotomahanina, à Fiadanana, à la suite d'un court-circuit qui a provoqué un mini-incendie au domicile du président Rajaonarimampianina, à Tsimbazaza-Maroho, dans la nuit du 20 août. Ils ont fait l'objet d'une enquête à la suite d'une plainte déposée par le président de la république en personne, pour « ***atteinte à la sûreté de l'Etat*** ». Des employés de la Cimelta avaient été aussi impliqués. Mais face à la menace de Rajabaly, en personne, d'arrêter tous les groupes électrogènes appartenant à la Cimelta et alimentant plusieurs régions de l'île, Hery Rajaonarimampianina, tout président de la république qu'il est, s'est écrasé. De cet aspect-là, personne n'en a pipé mot mais c'est la stricte vérité.

Face à la grève de solidarité de la part des autres employés de la Jirama contestant cette enquête, à l'époque, voici les arguments de ce président pas comme les autres : « *Nous avons suivi les procédures légales à respecter dans ce genre de situation. Il faut appliquer la loi. L'enquête est en cours. Madagascar est un état de droit. J'estime que les contestations actuelles sont infondées, d'autant plus que jusqu'ici, il n'y a eu aucun emprisonnement relatif à cette affaire* ».

Puis, après avoir été confiée à la Direction de la Sécurité Présidentielle (DSP), l'enquête a été subitement close, et la convocation de ces employés pour comparaître devant le tribunal, a été annulée. Ainsi, les employés de la Jirama ont été blanchis et il n'y a plus eu aucune suite à cette affaire.

MADAGATE


Iles Eparses
Glorieuses
Tromelin
Bassas da India
Europa
Madagascar
Maurice
La Réunion